

ACTION URGENTE

ALGÉRIE. UN JOURNALISTE RELÂCHÉ À LA FAVEUR D'UNE GRÂCE PRÉSIDENTIELLE

Le 1^{er} novembre, les autorités algériennes ont libéré le journaliste Ihsane El Kadi de la prison d'El Harrach à la faveur d'une grâce présidentielle accordée à plus de 4 000 prisonniers. Il est réputé pour avoir été une voix critique à l'égard des autorités algériennes tout au long de sa carrière de plusieurs décennies en tant que journaliste de premier plan, rédacteur en chef et directeur fondateur de l'entreprise de médias indépendante Interface Médias. Il était maintenu en détention arbitraire depuis le 24 décembre 2022 et purgeait une peine inique de cinq ans de prison pour avoir exercé son droit à la liberté de la presse. Interface Médias demeure arbitrairement dissoute.

AUCUNE ACTION COMPLÉMENTAIRE N'EST REQUISE. UN GRAND MERCI À TOUTES LES PERSONNES QUI ONT ENVOYÉ DES APPELS.

Les autorités algériennes ont libéré le journaliste Ihsane El Kadi, 65 ans, de la prison d'El Harrach le 1^{er} novembre 2024 à 1 heure du matin, après qu'il ait passé près de deux ans en détention arbitraire uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté de la presse. La veille, le président Abdelmadjid Tebboune avait signé [un décret](#) gracieux plus de 4 000 prisonniers. Depuis sa libération, les autorités gardent encore son passeport et celui de son épouse, violant ainsi son droit de circuler librement.

Ihsane El Kadi, bien connu pour ses publications indépendantes et souvent critiques, était détenu à la prison d'El Harrach depuis le 24 décembre 2022. Il est le directeur et fondateur d'Interface Médias, un groupe qui englobe les médias indépendants Radio M et Maghreb Émergent. Il a rédigé plusieurs articles critiquant les autorités algériennes, dénonçant notamment des violations des droits humains, et elles ont réagi en le harcelant et en s'en prenant à ses médias. Le 2 avril 2023, le tribunal de première instance de Sidi M'hamed à Alger a condamné Ihsane El Kadi à cinq années d'emprisonnement pour de fausses accusations, notamment pour avoir reçu des fonds susceptibles de « porter atteinte à la sûreté de l'État » et reçu des fonds étrangers « à des fins de propagande politique », uniquement en lien avec l'exercice de son droit à la liberté de la presse. Le 18 juin 2023, la Cour d'appel d'Alger a augmenté et fait passer sa peine de prison à sept ans ; elle a été réduite de deux ans le 5 juillet 2024 dans le cadre du décret du président Abdelmadjid Tebboune. Les autorités ont confirmé la dissolution d'Interface Médias en juillet 2024, contraignant Radio M à cesser ses activités, un coup dur porté au droit à la liberté d'expression et à la liberté des médias en Algérie, Radio M comptant parmi les derniers médias indépendants du pays.

Après sa libération, Ihsane El Kadi a tenu à témoigner à Amnesty International de son « infinie gratitude » envers ceux qui ont agi en faveur de sa libération. Il a ajouté qu'il était convaincu que la campagne internationale en faveur de sa libération avait influencé la décision de lui accorder la grâce. En outre, il pense que la visibilité que lui a conféré la mobilisation mondiale a amené les autorités à améliorer ses conditions de détention et les a dissuadées de le soumettre à des mauvais traitements. Témoignant de l'importance du militantisme et de la solidarité au niveau mondial, Ihsane El Kadi a déclaré que les campagnes internationales sont essentielles pour donner de l'espoir et reconforter les détenus, coincés dans leurs cellules, en leur montrant que le monde ne les a pas oubliés. Dans un message adressé aux personnes toujours détenues pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression, il a assuré que sa grâce prouve l'impact des appels mondiaux sur les autorités algériennes. Il a souligné la nécessité d'accepter « notre humanité commune », car l'expression de la solidarité et la protection des droits et des libertés dépassent les frontières. Le 4 novembre, Ihsane El Kadi a diffusé une [vidéo](#) dans laquelle il exprime sa gratitude à l'égard de toutes les personnes qui ont agi dans le monde et l'ont soutenu, ainsi que sa famille.

Parmi les 4 000 prisonniers graciés figurent au moins 23 autres journalistes et militants détenus arbitrairement aux côtés d'Ihsane El Kadi, dont le militant Mohamed Tadjadit, surnommé le « poète du Hirak », un mouvement de protestation qui a débuté le 22 février 2019 et s'est opposé à un cinquième mandat du président de l'époque, Abdelaziz Bouteflika, ainsi que le défenseur des droits humains Mohad Gasmi, emprisonné depuis juin 2020.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Ihsane El Kadi (il)

CECI EST LA QUATRIÈME ET DERNIÈRE MISE À JOUR DE L'AU 37/23.

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde28/7591/2024/fr/>.

AMNESTY
INTERNATIONAL

